



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Service des relations avec les collectivités locales**

**ARRÊTÉ n°32-2026-09-21-00006
portant renouvellement des membres de la commission de conciliation
en matière d'élaboration de documents d'urbanisme instituée dans le département du Gers**

**Le préfet du Gers
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.132-14 et R.132-10 à R.132-19 ;

VU le décret n° 2026-117 du 20 février 2026, notamment son article 14, modifiant l'article R.132-11 du code de l'urbanisme et dispensant le préfet d'organiser le scrutin lorsqu'une liste unique conforme aux exigences de composition est présentée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2020-10-14-004 du 14 octobre 2020 modifié prononçant création de la commission départementale de conciliation en matière d'élaboration de schémas de cohérence territoriale, de plans locaux d'urbanisme et de cartes communales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2026-08-14-00002 du 14 août 2026 fixant les modalités des élections pour le renouvellement de la composition de la commission de conciliation en matière d'élaboration de documents d'urbanisme, et notamment son article 8 relatif à la dispense de scrutin en cas de liste unique ;

VU la liste unique de candidatures déposée par l'association des maires et présidents de communautés de communes du Gers et l'association des maires ruraux du Gers, en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 32-2026-08-14-00002 du 14 août 2026 susvisé ;

VU le courrier du 28 août 2026 de l'ordre des architectes d'Occitanie portant désignation de son représentant ;

VU le courrier du 28 août 2026 du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Gers portant désignation de ses représentants titulaire et suppléant ;

VU le courrier du 3 septembre 2026 de l'association arbre et paysage 32 portant désignation de ses représentants titulaire et suppléant ;

VU le courrier du 11 septembre 2026 de la chambre de commerce et d'industrie du Gers portant désignation de ses représentants titulaire et suppléant ;

VU le courrier du 14 septembre 2026 de la chambre d'agriculture du Gers portant désignation de ses représentants titulaire et suppléant ;



VU le courrier du 14 septembre 2026 de l'Ordre des géomètres-experts portant désignation de ses représentants titulaire et suppléant ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32-2026-03-02-00006 du 2 mars 2026 portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

CONSIDÉRANT que la liste unique susvisée réunit les conditions requises et qu'aucune autre candidature individuelle ou collective n'a été présentée, de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'élection et que ses candidats sont nommés de plein droit ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La commission de conciliation en matière d'élaboration de documents d'urbanisme, instituée dans le département du Gers, est renouvelée ainsi qu'il suit. Le mandat de ses membres s'achève au prochain renouvellement général des conseils municipaux.

6 REPRÉSENTANTS DES COMMUNES

Membres titulaires

- DUCLAVE Jean
Maire de Magnan
- SAMALENS Jérôme
Maire de Montégut
- SAINT-LAURENT Joël
Maire de Monties
- BEYRIES Gérôme
Maire de Monferran-Savès
- SEYCHAL Marie-José
Maire de Saint Germier
- DUVAL Alexandre
Maire de Samatan

Membres suppléants

- BAYLAC Michel
Maire de Roquelaure
- MONLIBOS Bernard
Maire de Villefranche d'Astarac
- SCUDELLARO Alain
Maire de Lamothe Goas
- BONNET Eric
Maire de Saint-Jean-le-Comtal
- BALAS Max
Maire de Tachôires
- COTONAT Cyril
Maire de Ladevèze-Rivière

6 PERSONNES QUALIFIÉES

Membres titulaires

- Monsieur Franck BOYER
Architecte DEA
- Monsieur Lionel CANDELON-BONNEMAISON
Chambre d'agriculture du Gers
- Monsieur Alain CASTERAS
Géomètre-expert
- Madame Florine ROUTIER
Arbre et paysage
- Monsieur Alain CASTELLS
Chambre de commerce et d'industrie du Gers
- Monsieur Frédéric POULLE
Conseil architecture urbanisme et environnement

Membres suppléants

-
- Madame Nicole CARTIER
Chambre d'agriculture du Gers
- Madame Mathilde LHUILLERY
Géomètre-expert
- Monsieur Bruno SIRVEN
Arbre et paysage
- Monsieur Mathieu LANGE
Chambre de commerce et d'industrie du Gers
- Madame Jussara LOUREIRO-LABAZUY
Conseil architecture urbanisme et environnement

ARTICLE 2 : La commission de conciliation est convoquée pour sa première réunion par le préfet du Gers. Elle procède, lors de cette séance, à l'élection de son président et d'un vice-président choisi parmi les membres représentant les communes.

ARTICLE 3 : Le siège de la commission est fixé à la préfecture du Gers.

ARTICLE 4 : La commission se réunit sur convocation de son président. Elle établit son règlement intérieur.

ARTICLE 5 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires du Gers.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 32-2020-10-14-004 du 14 octobre 2020 modifié prononçant création de la commission départementale de conciliation en matière d'élaboration de schémas de cohérence territoriale, de plans locaux d'urbanisme et de cartes communales est abrogé.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers et Madame la directrice départementale des territoires du Gers par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à chacun des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auch, le **21 SEP. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Cédric KARI-HERKNER

Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Pau par recours contentieux dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours administratif gracieux ou d'un recours hiérarchique.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

